

# TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

## PCT

### RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)

REC'D 28 JUL 2005



WIPO

PCT

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	<b>POUR SUITE A DONNER</b> voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA/416)	
Demande internationale No. PCT/FR 02/04459	Date du dépôt international (jour/mois/année) 19.12.2002	Date de priorité (jour/mois/année) 19.12.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G21F5/012		
Déposant COGEMA LOGISTICS et al.		

1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.
2. Ce RAPPORT comprend 6 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.  
  
☐ Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).  
  
Ces annexes comprennent feuilles.

3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :
  - I ☒ Base de l'opinion
  - II ☐ Priorité
  - III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
  - IV ☐ Absence d'unité de l'invention
  - V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
  - VI ☐ Certains documents cités
  - VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
  - VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale  07.06.2004	Date d'achèvement du présent rapport  27.07.2005
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international   Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465	Fonctionnaire autorisé  Jandl, F  N° de téléphone +49 89 2399-7599  

## PCT/FR 02/04459

**RAPPORT D'EXAMEN  
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 02/04459

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

*(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)*

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

**V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

1. Déclaration

Nouveauté

Oui: Revendications 10,12,14,18-20

Non: Revendications 1-5, 6-8,15-17

Activité inventive

Oui: Revendications 10,12,14,18-20

Non: Revendications 1-9,11,13,15-17

Possibilité d'application industrielle

Oui: Revendications 1-20

Non: Revendications

2. Citations et explications

**voir feuille séparée**

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

**1. Il est fait référence aux documents suivants:**

D1: DE 196 31 179 A

D2: US 6 134 290

**2. Clarté et interprétation des revendications - Article 6 PCT**

Pour les raisons suivantes la présente demande ne satisfait pas aux conditions requises à l'article 6 PCT:

Revendication 1, 6, 15 et 18-20

L'expression *l'extrémité ouverte du logement* est plutôt comprise comme fonction, donc d'une manière immatériel et ne pas comme élément structural. Or, une liaison entre cette ouverture et un autre élément paraît mécaniquement impossible. Comme on voit d'ailleurs sur les figures - par exemple la figure 1 - cette liaison se réalise plutôt entre la plaque de tête (PT), l'embout supérieur (ES) et le système de fixation (10). Cette expression crée donc un doute quant aux éléments entre lesquelles la liaison est souhaitée d'être réalisée. Ce doute paraît d'autant plus fort par le fait qu'il n'y existent pas des référence dans le figures pour cette extrémité ouverte.

Les revendications 1, 5 et 15

tendent de définir l'objet par le résultat à atteindre (dans une position telle que l'assemblage est...) , ce qui revient simplement à énoncer le problème fondamental que doit résoudre l'invention. Les caractéristiques techniques nécessaires pour parvenir à ce résultat et résoudre le problème doivent être ajoutées.

L'objet pour lequel une protection est recherchée n'est donc pas clairement défini.

Dans le cas de la revendication 1 et 15 des caractéristique complémentaires des sous-revendication peuvent servir comme remède.

Dans le cas de la revendication 5 la description et les figures fournissent des éléments

pour réaliser une suspension de l'assemblage: système de fixation (référence 10 en figure 3) et l'organe de liaison (14) et encore le deuxième organe de commande (34), le filetage (38) et taraudage (42) et les 4 mors (78).

Dans un nombre des revendications des termes *longitudinal et transversal* liées à un axe ou un déplacement ne sont pas claire, car elles ne sont pas définies.

Une clarification nécessiterait au moins la définition géométrique des éléments sur ces termes prennent référence.

Ces revendications n'est donc pas claire, contrairement aux exigence de l'Article 6 PCT.

### **3. Explications - Article 33 PCT**

La demande est examinée sous réserve des objections faites en vue de l'article 6 PCT. et comme les revendications peuvent être comprises dans leurs présentes formes.

#### **Revendication 1-5, 15-17**

D1 divulgue un dispositif et procédé de blocage d'un assemblage de combustible (figure 1, référence 3) dans un logement d'un panier de transport (fig. 1, ref. 1) comprenant des moyens de liaison (ref. 2, 4, 7) situés au-dessus de l'embout supérieur (fig. 1, ref. 7) aptes à réaliser une liaison rigide entre l'embout supérieur et l'extrémité ouverte du logement dans une position relative prédéterminée telle que l'assemblage ne soit pas en contact avec le fond du logement et soit en appui contre au moins une face (fig. 1, ref. 4; fig. 3, ref. 14) du logement (voir aussi description colonne 3, ligne 1-27).

D1 montre aussi un logement ayant une section carrée et une partie de section réduite à proximité de la deuxième extrémité (fig. 1, ref. 4) sensiblement égale à celle de l'embout inférieur.

#### **Revendication 6**

Dans D1 les deuxièmes moyens de bridage (fig. 1, ref. 2) sont fixés dans l'extrémité ouverte du logement et fixent également organe de liaison (7) sur l'embout supérieur.

#### **Revendication 7 et 8**

L'organe de liaison (fig. 1, ref. 4, 7) intègre des moyens de déplacement transversal (4), apte à déplacer l'embout supérieur vers les deux faces du logement.

**RAPPORT D'EXAMEN**  
**PRELIMINAIRE INTERNATIONAL - FEUILLE SEPARÉE**

Demande internationale n° PCT/FR 02/04459

D1 comprend des moyens (fig. 1, ref. 5, 7), aptes à déplacer l'assemblage axialement.

L'objet des revendications 1-4, 6-8 et 14-17 ne sont pas nouveau.

Il est noté qu'*en appui* ne veut pas forcément dire en contact direct. Encore, il est noté qu'un encastrement ou bien une cale peuvent aussi bien réaliser une *liaison rigide*.

Alternativement D2 aussi montre toutes les caractéristiques des revendications 1-4, 6, 7 et 15-17. En particulier il est signalé que les moyens de déplacement transversale (fig. 4 et 5, référence 20, 22) sont aptes à déplacer l'embout supérieur (102) vers les deux faces adjacentes du logement (18a).

Dans les revendications 9, 11 et 13 une légère modification de construction quant à l'actionnement individuel ou collectif est définie; cette modification entre dans le cadre de la pratique courante pour la personne du métier et les avantages qui en résultent sont aisément prévisibles. En conséquence, l'objet de la revendication 9, 11 et 13 n'implique pas non plus une activité inventive.

Les caractéristiques des revendications dépendantes 5, 10, 12, 14 et 18-20 en combinaison avec des caractéristiques des revendications dont elles dépendent ne sont pas divulguées par l'état de la technique. Sous réserve des objections quant à la clarté, ces revendications semblent d'être nouvelles et sont inventives.